

des violences, notamment du harcèlement en milieu professionnel, impactent directement leur représentation et leurs rôles au sein de ces institutions. Les hommes occupent majoritairement les postes clés et la sous-représentation des femmes persiste à tous les niveaux décisionnels. Le poids des responsabilités familiales des femmes ou encore leur dépendance économique vis-à-vis des hommes constituent également des obstacles majeurs à leur représentation et ainsi à leur participation aux prises de décisions politiques et citoyennes. Les institutions gouvernementales béninoises en charge de la promotion du genre, principalement le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance (MASM) et l'Institut national de la Femme (INF), manquent de ressources techniques et financières pour faire évoluer cette situation en mettant en œuvre leurs plans d'actions. Les ressources humaines dédiées ne sont pas ou peu formées sur ces questions. Les systèmes de collecte et d'analyse de données sur le genre existent, toutefois, certaines données clés relatives au leadership et à la participation des femmes font défaut. Les Cellules focales Genre font face aux mêmes problématiques. Ces dernières ont été créées au sein des ministères sectoriels avec pour objectif d'améliorer la prise en compte des aspects de genre dans les objectifs, stratégies, programmes et budgets sectoriels respectifs de leurs ministères. Toutefois, les ressources humaines, techniques et financières ne sont pas ou peu disponibles pour concrétiser leur mandat. Enfin, les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle crucial dans la promotion de la participation politique et citoyenne des femmes au Bénin. Cependant, elles sont confrontées à des faiblesses en matière de compétences organisationnelles, de gestion financière, de management, de plaidoyer ou encore de reporting.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Parmi les parties prenantes, on peut distinguer:

- i) Les *détenteurs d'obligations*, principalement le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance (MASM), l'Institut national de la femme (INF) et les Cellules Genre et Environnements des ministères sectoriels. Le **MASM** est le Ministère chargé de coordonner l'action gouvernementale en matière de promotion du genre et d'autonomisation des femmes. Il fait face à des défis majeurs, notamment un déficit de ressources financières et humaines qui entrave son efficacité. Le Ministère héberge notamment l'Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant qui a mis en place récemment un système intégré des données sur la famille, la femme et l'enfant (SIDOFFE-NG). Cette base est surtout active concernant les violences basées sur le genre (VBG) mais est appelée à se développer plus largement et notamment concernant les données sur le leadership féminin. L'**INF** est un organisme public à part entière, doté d'une personnalité juridique et placé sous l'autorité de la présidence de la République. Son action repose en particulier sur son pouvoir d'intenter des actions en justice dans les cas de violence basée sur le genre mais il développe également des partenariats et projets pour la promotion de la femme dans les sphères à la fois privées et publiques. L'INF est surtout à la recherche d'expertise sur laquelle faire reposer son action. Les **Cellules Genre et Environnement des ministères sectoriels** ont pour rôle principal de sensibiliser les agents des ministères pour une meilleure prise en compte des aspects genre dans leurs objectifs, stratégies, programmes et budgets sectoriels respectifs. Ces cellules semblent souffrir elles aussi d'un manque de ressources humaines, techniques et financières, parfois constituées d'une seule personne, n'ayant pas été nécessairement formée sur les problématiques liées au genre.
- ii) Les *titulaires de droits et leurs représentants*. La **population béninoise** dans toute sa diversité est au centre de l'action, elle fait partie des principales parties prenantes et bénéficiaires. Le leadership n'est pas une question de diplômes ou de classe sociale. Ainsi, les personnes les plus défavorisées et marginalisées, en particulier les femmes, les filles sont les cibles privilégiées. Toutefois, l'implication des hommes et des garçons est également indispensable à l'atteinte des objectifs. Une attention particulière sera portée aux jeunes et aux personnes en situation de handicap. Les organisations de la société civile (OSC), les médias, les acteurs artistiques et culturels, les partis politiques font aussi partie de ce groupe. Le tissu associatif est très actif en matière d'égalité de genre mais il semble impératif pour les OSC de s'organiser, de se coordonner et d'échanger autour de bonnes pratiques afin de développer un plaidoyer commun pour une plus grande influence. Parmi les OSC, les organisations féminines et féministes jouent un rôle spécifique dans la promotion de l'égalité de genre au Bénin. Les **médias** ainsi que les **acteurs artistiques et culturels** représentent également un levier important dans la diffusion d'une culture de l'égalité. Les **partis politiques** ont un rôle majeur à jouer dans la participation des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes car elles sont aujourd'hui incontournables dans le paysage politique. Le pouvoir de mobilisation des femmes